

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 27 mai 2020

Nos réf. : SAER-PER YM/AE18-10-2  
Vos réf. : courriel UD-DREAL 10/52 du 2 avril 2020  
Affaire suivie par : Yves MESLARD  
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 03 51 37 61 63 - Fax : 03 51 37 60 01

**Le Service aménagement, énergies renouvelables  
Pôle énergies renouvelables**

**au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)**

**Objet** : contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale  
étape de la recevabilité du dossier suite à une irrecevabilité

<b>Pétitionnaire</b>	<b>Parc éolien des Hauts Poiriers (WKN France)</b>
<b>Commune - adresse</b>	<b>Foulain-Crenay</b>
<b>Intitulé du projet</b>	<b>Parc éolien des Hauts Poiriers</b>

Par courriel en date du 2 avril 2020 cité en référence, vous m'avez informé de la mise à disposition sur la plate-forme collaborative ANAE, depuis 28 jours, des compléments relatifs au projet mentionné ci-dessus, et sollicité mon avis sur les documents remis.

J'ai bien noté que les caractéristiques du projet sont inchangées (8 éoliennes de hauteur totale maximale de 170 mètres et de puissance maximale de 3,9 MW, et 3 postes de livraison) et constate que les éléments modifiés relatifs aux aspects « énergie » du dossier s'appuient en partie sur les informations communiquées dans mon avis du 10 avril 2018. Ceux-ci appellent toutefois les remarques suivantes.

**1) Réseau électrique interne :**

Afin de prendre pleinement en compte les évolutions de la réglementation sur les réseaux électriques, notamment celles intervenues entre août 2018 et février 2019, le pétitionnaire doit mettre à jour le chapitre 3 de l'étude de dangers en procédant ainsi :

- \* § 3.1.1.6 (page 68) : supprimer la mention « Conformément à l'article 6 du décret du 2 mai 2014 » ;
- \* § 3.1.1.8 (page 69) : pour le 2<sup>ème</sup> engagement, remplacer les mentions « *contrôle technique* » par « *contrôle de conformité* », « R.323-30 » par R.323-40 et « 14 janvier 2013 » par 25 février 2019, et supprimer le 3<sup>ème</sup> engagement (inscription dans le SIG du gestionnaire de réseau).

**2) Réseau électrique externe :**

La référence au poste de Rolampont, qui pour rappel, n'est pas un poste « source » puisqu'il ne comporte pas d'équipements permettant d'y raccorder des ouvrages à 20 000 volts, a bien été supprimée sauf dans l'étude écologique (page 155).

Par ailleurs, compte tenu que le poste source ne pourra être désigné par le gestionnaire du réseau Enedis que postérieurement à l'obtention de l'autorisation, et que, a fortiori, les études du tracé du raccordement à ce poste ne seront engagées par Enedis qu'à partir de cette désignation, il me semble très imprudent et prématuré de présenter à ce stade un tracé, même hypothétique, sur une carte.

Pour conclure, dans l'étude écologique (page 155), je demande au pétitionnaire de supprimer la mention du poste de Rolampont, et lui recommande de supprimer les tracés des options de raccordement sur les postes de Chaumont et Bassigny figurant sur la carte, sauf à ce qu'il obtienne l'accord formel de Enedis pour les présenter dans le dossier. Cet accord devra être joint au dossier.

**3) Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables :**

La situation locale concernant les projets d'installation de production d'électricité et de leur raccordement ayant évolué, il me semble utile d'actualiser les informations communiquées dans mon avis du 10 avril 2018. En effet, il s'avère que la capacité restant à affecter aux EnR sur le poste de Bassigny s'élève à 32 MW et qu'elle est nulle sur le poste de Chaumont (*source caparéseau - 27 mai 2020*).

Il est en outre rappelé ou précisé :

- que dans la zone d'influence de ces postes, d'autres projets de parcs éoliens sont en cours d'instruction ou à l'étude ;
- que le S3REnR de Champagne-Ardenne en vigueur a fait l'objet le 6 avril 2020 d'une adaptation qui permet de créer 300 MW de capacité réservée supplémentaire (dont 32 MW à Bassigny) ;
- que les démarches à mener dans le cadre de la révision des S3REnR de Champagne-Ardenne, de Lorraine et d'Alsace à l'échelle de la région Grand Est ont été engagées et sont en cours, mais qu'il ne peut être présagé de la nature et de la localisation des ouvrages qui seront retenus dans le futur schéma, qui devrait être finalisé en 2021.

**Conclusion :**

**A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie**

Je confirme que le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure (projet réputé autorisé).

**B) Autres thèmes « énergie »**

Préalablement au lancement de la consultation administrative et de l'enquête publique, le pétitionnaire doit modifier ou compléter le dossier selon les indications figurant aux § 1 et § 2 du présent avis.

Le chef du pôle énergies renouvelables,



Gauthier BOUTINEAU